ASSEMBLÉE NATIONALE

18 décembre 2018

PLF POUR 2019 - (N° 1490)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

AMENDEMENT

N° 1372

présenté par
le Gouvernement

ARTICLE 39

ÉTAT B

Mission « Sport, jeunesse et vie associative »

I. Modifier ainsi les autorisations d'engagement :

(en euros)

Programmes	+	-
Sport	324 154 844	0
Jeunesse et vie associative	612 259 458	0
Jeux olympiques et paralympiques 2024	238 000 000	0
TOTAUX	1 174 414 302	0
SOLDE	1 174 414 302	

II. Modifier ainsi les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Sport	312 230 809	0
Jeunesse et vie associative	612 259 458	0
Jeux olympiques et paralympiques 2024	65 250 000	0
TOTAUX	989 740 267	0
SOLDE	989 740 267	

EXPOSÉ SOMMAIRE

1° Le présent amendement procède au rétablissement des crédits de la mission « Sport, jeunesse et vie associative » votés en première lecture à l'Assemblée nationale. À cette fin, il convient de majorer de 1 176 385 583 € les autorisations d'engagement et de 991 711 548 € les crédits de paiement de la mission « Sport, jeunesse et vie associative ». Ce changement se décompose en :

- une majoration de 326 126 125 € en autorisations d'engagement et de 314 202 090 € en crédits de paiement du programme « Sport » ;
- une majoration de 612 259 458 € en autorisations d'engagement et de 612 259 458 € en crédits de paiement du programme « Jeunesse et vie associative » ;
- une majoration de 238 000 000 € en autorisations d'engagement et de 65 250 000 € en crédits de paiement du programme « Jeux olympiques et paralympiques 2024 » ;

2° Le présent amendement, prenant en compte des données nouvelles dont le Gouvernement ne disposait pas au moment du dépôt du projet de loi de finances, a pour objet de minorer de -1 971 281 € les crédits du programme « Sport » au titre de la compensation aux régions des dépenses de personnel transférées dans le cadre de la décentralisation des centres de ressources, d'expertise et de performance sportive (CREPS) mise en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2016 par l'article 28 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Au titre de 2019, il convient d'effectuer un ajustement pérenne de 1 971 281 € du droit à compensation comprenant :

- les dépenses relatives à la rémunération d'agents titulaires ayant opté pour l'intégration ou le détachement avec effet au 1^{er} janvier 2019 (1 822 377 €) ;

- les dépenses d'action sociale pour ces agents (13 878 €) ;
- l'extension en année pleine des postes vacants constatés durant l'année 2018 et compensés au prorata temporis (71 885 €) ;
- le droit à compensation pérenne au titre de la rémunération des personnels (63 141€) en complément du transfert réalisé en loi de finances initiale pour 2018.

Les versements aux collectivités concernées correspondants sont assurés *via* la part de TICPE qui leur est affectée, dont le montant a été augmenté à due concurrence par un autre amendement.